

## PRAYERS

A petition was presented by the honourable Member for Bow River (Mr. Taylor).

The Order being read for the consideration of the Business of Supply;

Mr. Riis, seconded by Mr. Althouse, moved,—That this House condemns the Government for its outright rejection of the sound economic advice given by the Canadian Conference of Catholic Bishops, and the Government's refusal to adopt the specific recommendations for alternative industrial strategies and the increased community ownership and control of industries where desirable.

After debate thereon, in accordance with Standing Order 62(11), the proceedings expired.

*Changes in Committee Membership*

Notice having been filed with the Clerk of the House pursuant to Standing Order 69(4)(b), membership of Committees was amended as follows:

Mr. Allmand for Mr. Mackasey on the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration.

*Returns and Reports Deposited with the Clerk of the House*

The following papers having been deposited with the Clerk of the House were laid upon the Table pursuant to Standing Order 46(1), namely:

By Mr. Kaplan, a Member of the Queen's Privy Council,—Report relating to warrants issued under the Official Secrets Act for the year 1982, pursuant to section 6 of the Protection of Privacy Act, Chapter 50, Statutes of Canada, 1973-74. (English and French).—Sessional Paper No. 321-1/126C. (*Deemed referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs*).

By Mr. Kaplan,—Report relating to authorizations and interceptions under the Criminal Code for the year 1982, pursuant to section 2 of the Protection of Privacy Act, Chapter 50, Statutes of Canada, 1973-74. (English and French).—Sessional Paper No. 321-1/127C. (*Deemed referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs*).

## PRIÈRE

L'honorable député de Bow River (M. Taylor) présente une pétition.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

M. Riis, appuyé par M. Althouse, propose,—Que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir rejeté d'emblée les conseils judicieux que lui a donnés la Conférence canadienne des évêques catholiques au sujet de l'économie et d'avoir refusé d'adopter les recommandations qui portaient particulièrement sur des stratégies industrielles de remplacement et sur l'augmentation de la propriété et du contrôle communautaires des industries, le cas échéant.

Après débat, les délibérations relatives à cette motion sont terminées conformément à l'article 62(11) du Règlement.

*Modifications de la composition des comités*

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 69(4)(b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Allmand en remplacement de M. MacKasey sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

*États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur le Bureau de la Chambre, conformément aux dispositions de l'article 46(1) du Règlement, savoir:

Par M. Kaplan, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport concernant les mandats émis en vertu de la Loi sur les secrets officiels, pour l'année 1982, conformément à l'article 6 de la Loi sur la protection de la vie privée, chapitre 50, Statuts du Canada, 1973-1974. (Textes français et anglais).—Document parlementaire n° 321-1/126C. (*Réputé déféré au Comité permanent de la justice et des questions juridiques*).

Par M. Kaplan,—Rapport concernant les autorisations et les interceptions en vertu du Code criminel, pour l'année 1982, conformément à l'article 2 de la Loi sur la protection de la vie privée, chapitre 50, Statuts du Canada, 1973-1974. (Textes français et anglais).—Document parlementaire n° 321-1/127C. (*Réputé déféré au Comité permanent de la justice et des questions juridiques*).